



Message 2022-DICS-46

8 novembre 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret portant dépôt d'une initiative cantonale à l'Assemblée fédérale (Pour la réintégration de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe).

1. Introduction

Par motion déposée et développée le 19 mai 2022 (Motion 2022-GC-101), les députés Grégoire Kubski et Antoinette de Weck ainsi que 40 co-signataires demandent au Conseil d'Etat, au nom du canton de Fribourg, de soumettre à l'Assemblée fédérale, en vertu de l'art. 160 al. 1 de la Constitution fédérale, l'initiative cantonale suivante:

«Le Parlement fédéral et le Conseil fédéral entreprennent dans les meilleurs délais les démarches nécessaires afin que la Suisse puisse continuer à participer au programme de recherche de l'UE Horizon Europe».

Cette motion fait suite à l'exclusion de la Suisse du programme-cadre de recherche et d'innovation Horizon Europe, conséquence du rejet helvétique de l'accord-cadre l'Union européenne (UE). Les motionnaires ont rappelé que ce programme doté de près de 94 milliards d'euros met en place des coopérations de recherches avec les universités européennes. L'exclusion de la Suisse réduit la mobilité des chercheurs et chercheuses, la coopération internationale ainsi que le transfert de connaissances. Elle écarte également les scientifiques et les étudiant-e-s du marché européen de la formation et réduit l'attractivité et le rayonnement des hautes écoles et des instituts de recherche suisses. Les coopérations de recherches avec les universités européennes sont essentielles pour le développement de l'Université et des Hautes écoles spécialisées de Fribourg, et par conséquent pour le canton dans son ensemble. En outre, les mesures transitoires prévues par la Confédération ne compensent pas réellement les impacts négatifs induits par l'exclusion du programme Horizon Europe. Pour ces raisons, il est impératif que le Parlement fédéral et le Conseil fédéral fassent de la réintégration à Horizon Europe une priorité.

Lors de sa séance du 8 novembre 2022, le Conseil d'Etat a reconnu le bien-fondé de la motion et a proposé son acceptation. Il a décidé de lui donner directement suite en application de l'article 64 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC; RSF 121.1). De ce fait, il soumet au Grand Conseil un projet de décret, accompagné du présent message.

2. Contexte

La Suisse participe aux programmes-cadres de recherche européens depuis 35 ans. La conclusion des accords bilatéraux II en 2004 a permis à la Suisse d'obtenir le statut de pays associé. Par la suite, cette association a pu être maintenue jusqu'en 2021 grâce à des négociations réitérées à chaque période de programme de recherche. Pour Horizon Europe (2021–2027), doté d'un budget de 95,5 milliards d'euros, l'Union européenne a décidé de suspendre la procédure d'association au programme-cadre jusqu'à la conclusion de l'accord institutionnel. La décision du Conseil fédéral de renoncer à conclure l'accord institutionnel (dit accord-cadre) avec l'UE en mai 2021 a depuis mis à mal l'association de la Suisse à Horizon Europe, la Commission Européenne ayant conséquemment retiré à la Suisse le statut de pays associé. Des mesures transitoires ont depuis été mises en place par le Conseil fédéral, qui comprennent un financement direct par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) des projets qui ne sont plus soutenus par le programme Horizon Europe, ce jusqu'à ce qu'une association pleine et entière de la Suisse soit à nouveau effective.

3. Importance du programme Horizon Europe pour les institutions de recherches fribourgeoises

En terme financier, selon une estimation de l'Université de Fribourg, les financements obtenus par les entreprises, la HES-SO//FR et l'Université de Fribourg via le programme-cadre de recherche et d'innovation (PCRI) de l'Union Européenne se montaient à environ 20 millions d'euros pour la période du septième programme-cadre (2007–2013), abrégé FP7, et 35 millions d'euros pour le programme-cadre Horizon 2020 (2014–2020). Actuellement, 8 projets *ERC grants*¹ sont en cours à l'Université de Fribourg pour un financement global d'environ 9,2 millions de francs, financement réparti sur plusieurs années. Ces moyens importants sont essentiels

¹ ERC grants: bourses individuelles attribuées par le Conseil européen de la recherche (European Research Council). C'est un programme scientifique dédié à la recherche exploratoire, dont l'unique critère de sélection est l'excellence scientifique.

pour assurer la compétitivité et la capacité d'innovation du canton.

Au-delà du financement, Horizon Europe permet de favoriser l'établissement d'un réseau de recherche international, essentiel pour la compétitivité, et la participation de chercheuses et chercheurs à des projets collaboratifs internationaux, indispensables pour accéder à la pointe de la recherche internationale. En outre, une subvention par un *ERC grant* est un indice d'excellence scientifique au niveau international, qui apporte prestige et visibilité au niveau international tant aux chercheuses et chercheurs qu'aux institutions impliquées.

4. Conséquences de la non-association

Vu l'importance de l'Université et des Hautes écoles spécialisées pour le canton de Fribourg, l'exclusion de la Suisse du programme de recherche Horizon Europe préoccupe fortement le Conseil d'Etat. Le programme-cadre de recherche et d'innovation de l'Union européenne constitue une ressource indispensable de fonds publics pour la recherche et l'innovation. Il permet également de rassembler dans des projets d'excellence reconnus internationalement les meilleur-e-s chercheuses et chercheurs des hautes écoles, l'industrie et les PME dans toutes les disciplines. La pleine participation de la Suisse à ce programme est ainsi essentielle pour la collaboration nationale et internationale des hautes écoles et des entreprises.

L'exclusion de la Suisse entraînera un affaiblissement de sa capacité d'innovation et de sa compétitivité. A moyen terme, il est à prévoir que les meilleur-e-s chercheuses et chercheurs choisissent des engagements dans des pays entièrement associés au lieu de la Suisse, dans lesquels ils ou elles pourront être candidat-e-s aux prestigieux *ERC Grants* déjà mentionnés, mais également à des programmes tels que le *MSCA*¹ et d'autres instruments européens de promotion de la recherche et de l'innovation. Les entreprises les plus innovantes se verront écartées des appels à projets de l'*EIC Accelerator*², lesquels contribuent au renforcement et à la mise en réseau des écosystèmes d'innovation régionaux, auxquels participent également les hautes écoles. Par conséquent, des départs d'entreprises innovantes vers des pays membres de l'UE ou *pleinement associés à Horizon Europe* (comme le sont par exemple la Turquie, la Norvège ou Israël), qui pourront moins profiter des meilleurs talents en Suisse, est également à prévoir. Il faut aussi relever que sans association pleine et

entière, la Suisse ne participera plus aux actions dans les domaines des thématiques stratégiques pour la sécurité et le développement de l'UE, qui sont notamment les technologies quantiques, l'espace et la cybersécurité, réservées en principe aux pays associés.

Si les aides transitoires de la Confédération permettent de réduire l'impact financier de la non-association à Horizon Europe, elles ne sauraient compenser les pertes en termes d'attractivité et de rayonnement, les réseaux de recherche perdus et la perte des meilleur-e-s chercheuses et chercheurs.

Horizon Europe est un élément central dans l'espace de recherche et de formation européen. La Suisse, pays pour lequel l'excellence en formation est essentielle, ne peut se permettre de s'isoler dans ce domaine. Pour notre capacité d'innovation, notre compétitivité et notre prospérité, notre participation pleine et entière au réseau de recherche et d'innovation européen est indispensable.

5. Conclusion

Le Conseil d'Etat reconnaît le bien-fondé de la motion. Il propose au Grand Conseil de l'accepter et de lui donner directement suite en application de l'article 64 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC; RSF 121.1). Il lui soumet ainsi un projet de décret afin de déposer une initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale.

¹ Les Marie Skłodowska-Curie Actions (MSCA) visent à stimuler l'excellence dans la formation des chercheurs et des chercheuses via l'ouverture internationale, intersectorielle et interdisciplinaire essentielle pour leur développement de carrière tout en leur garantissant de bonnes conditions de travail. Elles financent la réalisation de projets de formation à la recherche et par la recherche, incluant une part importante de mobilité entre pays et secteur, à l'échelle individuelle ou collective.

² EIC Accelerator: instrument principal d'encouragement du Conseil européen de l'innovation (European innovation council), destiné aux start-up et PME à «haut risque et haut potentiel» actives dans l'innovation technologique ou d'application.



Botschaft 2022-DICS-46

8. November 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Einreichung einer Standesinitiative bei der Bundesversammlung (Für die Wiederaufnahme der Schweiz in das Forschungsprogramm Horizon Europe)

1. Einleitung

In einer am 19. Mai 2022 eingereichten und begründeten Motion (Motion 2022-GC-101) fordern Grossrat Grégoire Kubski und Grossrätin Antoinette de Weck sowie 40 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, der Bundesversammlung im Namen des Kantons Freiburg gemäss Artikel 160 Abs. 1 der Bundesverfassung folgende Standesinitiative zu unterbreiten:

«Das eidgenössische Parlament und der Bundesrat unternehmen schnellstmöglich die notwendigen Schritte, damit die Schweiz weiterhin am EU-Forschungsprogramm Horizon Europe teilnehmen kann.»

Diese Motion ist eine Reaktion auf den Ausschluss der Schweiz vom EU-Forschungs- und Innovationsrahmenprogramm Horizon Europe als Reaktion auf die Ablehnung der Schweiz, über ein Rahmenabkommen mit der Europäischen Union (EU) zu verhandeln. Die Motionärinnen und Motionäre erinnerten daran, dass das Forschungsprogramm Horizon Europe mit einem Gesamtvolumen von fast 94 Milliarden Euro die Zusammenarbeit im Bereich der Forschung zwischen den europäischen Universitäten fördert. Der Ausschluss der Schweiz schränkt die Mobilität, die Zusammenarbeit sowie den Wissenstransfer im Hochschulbereich ein. Zusätzlich werden die Forschenden und Studierenden vom europäischen Bildungsmarkt ausgeschlossen und die Attraktivität und Ausstrahlung der Hochschulen und der Forschungsinstitute werden verringert. Die Forschungsk Kooperationen mit europäischen Universitäten sind für die Entwicklung der Universität und der Fachhochschulen in Freiburg und damit für den gesamten Kanton von entscheidender Bedeutung. Ausserdem vermögen die Überbrückungshilfen des Bundes die negativen Auswirkungen des Ausschlusses vom Forschungsprogramm nicht wirklich zu kompensieren. Aus diesen Gründen ist es unerlässlich, dass das eidgenössische Parlament und der Bundesrat die Wiederaufnahme der Schweiz in das EU-Forschungsprogramm Horizon Europe zu einer Priorität machen.

In seiner Sitzung vom 8. November 2022 anerkannte der Staatsrat das Anliegen der Motion und beantragte deren Annahme. Er beschloss, ihr in Anwendung von Artikel 64 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) direkt Folge zu geben, und unterbreitet dem Grossen Rat einen Dekretsentwurf mit vorliegender Botschaft.

2. Hintergrund

Seit 35 Jahren nimmt die Schweiz an den europäischen Forschungsrahmenprogrammen teil. Mit dem Abschluss der bilateralen Abkommen II im Jahr 2004 erhielt die Schweiz den Status eines assoziierten Staates. Anschliessend konnte diese Teilnahme durch wiederholte Verhandlungen in jedem Forschungsprogrammzeitraum bis 2021 weitergeführt werden. Für Horizon Europe (2021–2027) mit einem Budget von 95.5 Milliarden Euro hat die EU beschlossen, das Assoziierungsverfahren für das Rahmenprogramm bis zum Abschluss des institutionellen Abkommens auszusetzen. Der im Mai 2021 getroffene Entscheid des Bundesrates, das institutionelle Abkommen (das sogenannte Rahmenabkommen) mit der EU nicht abzuschliessen, hat die Assoziierung der Schweiz an Horizon Europe untergraben. Seitdem hat der Bundesrat Übergangsmassnahmen ergriffen, welche eine direkte Finanzierung von Projekten, die nicht mehr durch das Programm Horizon Europe unterstützt werden, durch das Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) und den Schweizerischen Nationalfonds (SNF) umfassen, bis die Schweiz wieder voll assoziiert ist.

3. Bedeutung des Forschungsprogramms Horizon Europe für die Freiburger Forschungsinstitutionen

In finanzieller Hinsicht beliefen sich die von den Unternehmen, der Fachhochschule Westschweiz//Freiburg und der Universität Freiburg über das Rahmenprogramm für Forschung und Innovation (RPFI) der Europäischen Union erhaltenen Finanzmittel laut einer Schätzung der Universität Freiburg auf etwa 20 Millionen Euro für den Zeitraum des 7. Rahmenprogramms (2007–2013), abgekürzt FP7, und 35 Millionen Euro für das Rahmenprogramm Horizont 2020 (2014–2020). Zurzeit laufen an der Universität Freiburg 8 ERC-Grants-Projekte¹ mit einer Gesamtfinanzierungssumme von ca. 9,2 Millionen Franken, wobei die Finanzierung über mehrere Jahre verteilt wird. Diese umfangreichen Finanzmittel sind für die Sicherung der Wettbewerbs- und

¹ ERC-Grants: Einzelstipendien, die vom Europäischen Forschungsrat (European Research Council) vergeben werden. Es ist ein wissenschaftliches Programm, das der Pionierforschung gewidmet ist und dessen einziges Bewertungskriterium die wissenschaftliche Exzellenz ist.

Innovationsfähigkeit des Kantons von entscheidender Bedeutung.

Horizon Europe ermöglicht zusätzlich zur Finanzierung die Förderung des Aufbaus eines internationalen Forschungsnetzwerks, das für die Wettbewerbsfähigkeit von entscheidender Bedeutung ist, sowie die Beteiligung von Forscherinnen und Forschern an internationalen Kooperationsprojekten, die für den Zugang zur internationalen Spitzenforschung unerlässlich sind. Darüber hinaus ist eine Förderung mit einem *ERC-Grant* ein Beleg für international anerkannte wissenschaftliche Exzellenz, die sowohl den beteiligten Forscherinnen und Forschern als auch den beteiligten Institutionen Prestige und Sichtbarkeit auf internationaler Ebene verleiht.

4. Folgen des Ausschlusses

Angesichts der Bedeutung der Universität und der Fachhochschulen für den Kanton Freiburg ist der Staatsrat sehr besorgt über den Ausschluss der Schweiz vom Forschungsprogramm Horizon Europe. Das Rahmenprogramm für Forschung und Innovation der Europäischen Union ist eine unverzichtbare Quelle, um öffentliche Mittel für die Forschung und Innovation zu erhalten. Es bietet auch die Möglichkeit, dass die besten Forscherinnen und Forscher der Hochschulen, der Industrie und der KMU aus allen Fachgebieten gemeinsam an international anerkannten Exzellenzprojekten teilnehmen können. Die volle Teilnahme der Schweiz an diesem Programm ist somit für die nationale und internationale Zusammenarbeit von Hochschulen und Unternehmen von zentraler Bedeutung.

Der Ausschluss der Schweiz wird zu einer Schwächung ihrer Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit führen. Mittelfristig ist zu erwarten, dass sich die besten Forscherinnen und Forscher von der Schweiz abwenden und sich für eine Tätigkeit in voll assoziierten Ländern entscheiden, in denen sie sich für die bereits erwähnten prestigeträchtigen *ERC-Grants*, aber auch für Programme wie *MSCA*¹ und andere europäische Instrumente zur Förderung von Forschung und Innovation bewerben können. Die innovativsten Unternehmen werden von den Projektausschreibungen des *EIC Accelerators*² ausgeschlossen, die zur Stärkung und Vernetzung der regionalen Innovationsökosysteme beitragen, an denen auch die Hochschulen beteiligt sind. Infolgedessen ist auch mit der Abwan-

derung innovativer Unternehmen in EU-Mitgliedstaaten oder in Länder, die bei Horizon Europe voll assoziiert sind (wie z. B. die Türkei, Norwegen oder Israel), zu rechnen, da sie in der Schweiz weniger von den besten Talenten profitieren können. Ausserdem ist darauf hinzuweisen, dass die Schweiz ohne Vollasoziiierung nicht mehr an Massnahmen in strategischen Themenbereichen für die Sicherheit und Entwicklung der EU teilnehmen wird, zu denen insbesondere die Quantentechnologien, der Weltraum und die Cybersicherheit gehören. Denn diese sind grundsätzlich den assoziierten Staaten vorbehalten.

Zwar erlauben es die Überbrückungshilfen des Bundes, die finanziellen Auswirkungen der fehlenden Vollasoziiierung am Forschungsrahmenprogramm Horizon Europe abzumildern, doch können sie den Verlust an Attraktivität und Ausstrahlung, die verlorenen Forschungsnetzwerke und die Abwanderung der besten Forscherinnen und Forscher nicht ausgleichen.

Das Forschungsprogramm Horizon Europe spielt im europäischen Forschungs- und Bildungsraum eine zentrale Rolle. Die Schweiz, ein Land, für das Spitzenleistungen in der Bildung von entscheidender Bedeutung sind, kann es sich nicht leisten, sich in diesem Bereich zu isolieren. Für unsere Innovationsfähigkeit, unsere Wettbewerbsfähigkeit und unseren Wohlstand ist unsere volle Beteiligung am europäischen Forschungs- und Innovationsnetz unerlässlich.

5. Fazit

Der Staatsrat anerkennt das Anliegen der Motion; er beantragt ihre Annahme und gibt ihr in Anwendung von Artikel 64 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) direkt Folge. Er unterbreitet somit dem Grossen Rat einen Dekretsentwurf zur Einreichung einer Standesinitiative auf Bundesebene.

¹ Die Marie Skłodowska-Curie Massnahmen (MSCA) zielen darauf ab, Spitzenleistungen in der Ausbildung von Forscherinnen und Forschern durch internationale, sektorübergreifende und interdisziplinäre Offenheit zu fördern, die für ihre Karriereentwicklung wesentlich ist und ihnen gleichzeitig gute Arbeitsbedingungen zu garantieren. Sie finanzieren die Durchführung von Ausbildungsvorhaben in der Forschung und durch die Forschung, die eine erhebliche Mobilität zwischen Ländern und Sektoren auf individueller oder kollektiver Ebene umfassen.

² EIC Accelerator: Hauptförderinstrument des Europäischen Innovationsrates (European Innovation Council) für Start-ups und KMU mit «hohem Risiko und Potenzial», die im Bereich der technologischen oder anwendungsbezogenen Innovation tätig sind.

**Décret portant dépôt d'une initiative cantonale
à l'Assemblée fédérale (Pour la réintégration de la Suisse
au programme de recherche Horizon Europe)**

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 al. 1 et 160 al. 1 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (Cst. féd.);

Vu l'article 115 de la loi du 13 décembre 2002 sur l'Assemblée fédérale; Vu l'article 105 al. 1 let. e de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst. cant.);

Vu l'article 69 al. 1 let. d de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC);

Vu la motion 2022-GC-101 Grégoire Kubski/ Antoinette de Weck intitulée «Initiative cantonale – Pour la réintégration de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe»;

Vu le message 2022-DICS-46 du Conseil d'Etat du 8 novembre 2022;

Considérant:

Par motion déposée et développée le 19 mai 2022 (Motion 2022-GC-101), les députés Grégoire Kubski et Antoinette de Weck ainsi que 40 co-signataires demandent au Conseil d'Etat, au nom du canton de Fribourg, de soumettre à l'Assemblée fédérale une initiative cantonale demandant au Parlement fédéral et au Conseil fédéral d'entreprendre dans les meilleurs délais les démarches nécessaires afin que la Suisse puisse continuer à participer au

**Dekret über die Einreichung einer Standesinitiative
bei der Bundesversammlung (Für die Wiederaufnahme
der Schweiz in das Forschungsprogramm
Horizon Europe)**

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 Abs. 1 und 160 Abs. 1 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;

gestützt auf Artikel 115 des Bundesgesetzes vom 13. Dezember 2002 über die Bundesversammlung;

gestützt auf Artikel 105 Abs. 1 Bst. e der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf Artikel 69 Bst. d des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG);

gestützt auf die Motion 2022-GC-101 von Grossrat Grégoire Kubski und Grossrätin Antoinette de Weck «Standesinitiative – Für die Wiederaufnahme der Schweiz in das Forschungsprogramm Horizon Europe»;

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DICS-46 des Staatsrats vom 8. November 2022;

in Erwägung:

In einer am 19. Mai 2022 eingereichten und begründeten Motion (Motion 2022-GC-101) fordern Grossrat Grégoire Kubski und Grossrätin Antoinette de Weck sowie 40 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, der Bundesversammlung

programme-cadre de recherche et d'innovation de l'Union Européenne Horizon Europe.

L'exclusion de la Suisse réduit la mobilité des chercheurs et chercheuses, la coopération internationale ainsi que le transfert de connaissances. Elle écarte également les scientifiques et les étudiants et étudiantes du marché européen de la formation et réduit l'attractivité et le rayonnement des hautes écoles et des instituts de recherche suisses.

Les coopérations de recherches avec les universités européennes sont essentielles pour le développement de l'Université et des Hautes écoles spécialisées de Fribourg, et par conséquent pour le canton dans son ensemble. En outre, les mesures transitoires prévues par la Confédération ne compensent pas réellement les impacts négatifs induits par l'exclusion du programme Horizon Europe. Pour ces raisons, il est impératif que le Parlement fédéral et le Conseil fédéral fassent de la réintégration à Horizon Europe une priorité.

Lors de sa séance du 8 novembre 2022, le Conseil d'Etat a reconnu le bien-fondé de la motion et a proposé son acceptation. Il a décidé de lui donner directement suite.

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

Décète:

I.

Art. 1

¹ S'appuyant sur l'article 160 al. 1 de la Constitution fédérale, le Grand Conseil du canton de Fribourg soumet à l'Assemblée fédérale l'initiative cantonale suivante:

—

Les Autorités fédérales sont invitées à arrêter dans les meilleurs délais les dispositions législatives nécessaires pour que la Suisse puisse continuer à participer au programme de recherche de l'Union Européenne Horizon Europe.

—

im Namen des Kantons Freiburg eine Standesinitiative zu unterbreiten, welche das eidgenössische Parlament und den Bundesrat auffordern, schnellstmöglich die notwendigen Schritte zu unternehmen, damit die Schweiz weiterhin am EU-Forschungsprogramm Horizon Europe teilnehmen kann.

Der Ausschluss der Schweiz vom Forschungsprogramm Horizon Europe schränkt die Mobilität, die Zusammenarbeit sowie den Wissenstransfer im Hochschulbereich ein. Zusätzlich werden Forschende und Studierende vom europäischen Bildungsmarkt ausgeschlossen und die Attraktivität und Ausstrahlung der Hochschulen und der Forschungsinstitute werden verringert.

Die Forschungsk Kooperationen mit europäischen Universitäten sind für die Entwicklung der Universität und der Fachhochschulen in Freiburg und damit für den gesamten Kanton von entscheidender Bedeutung. Ausserdem vermögen die Überbrückungshilfen des Bundes die negativen Auswirkungen des Ausschlusses vom Forschungsprogramm nicht wirklich zu kompensieren. Aus diesen Gründen ist es unerlässlich, dass das eidgenössische Parlament und der Bundesrat die Wiederaufnahme der Schweiz in das EU-Forschungsprogramm Horizon Europe zu einer Priorität machen.

An seiner Sitzung vom 8. November 2022 anerkannte der Staatsrat das Anliegen der Motion und beantragte deren Annahme. Er beschloss, ihr direkt Folge zu geben.

Auf Antrag des Staatsrats,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Gestützt auf Artikel 160 Abs. 1 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 reicht der Grosse Rat des Kantons Freiburg bei der Bundesversammlung folgende Standesinitiative ein:

—

Die Bundesbehörden werden eingeladen, die Gesetzesbestimmungen zu erlassen, die nötig sind, damit die Schweiz schnellstmöglich wieder am EU-Forschungsprogramm Horizon Europe teilnehmen kann.

—

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de transmettre le présent décret à l'Assemblée fédérale.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Art. 2

¹ Der Staatsrat wird beauftragt, dieses Dekret an die Bundesversammlung weiterzuleiten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.